



HAL
open science

Les traces de La Manif pour tous

Manon Réguer-Petit, Léa Morabito

► **To cite this version:**

Manon Réguer-Petit, Léa Morabito. Les traces de La Manif pour tous. Florent Gougou; Vincent Tiberj. La déconnexion électorale: Un état des lieux de la démocratie française, Fondation Jean-Jaurès, pp.95-105, 2017. hal-03635567

HAL Id: hal-03635567

<https://sciencespo.hal.science/hal-03635567v1>

Submitted on 8 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Manon Réguer-Petit
Léa Morabito

Les résistances à l'adoption pour tous

Les élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 interviennent peu après le troisième anniversaire du collectif de La Manif pour tous dont la première manifestation en opposition au projet de loi Taubira sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe se tenait le 17 novembre 2012. Quatre ans et demi après sa fondation et quatre ans après l'adoption définitive de la loi à l'Assemblée nationale le 23 avril 2013, le collectif est toujours mobilisé. L'abrogation de la loi Taubira reste au cœur des revendications du mouvement mais il s'est saisi de nouveaux enjeux. De même, ses répertoires d'action ont évolué et se sont diversifiés. La dernière manifestation de rue organisée à Paris remonte au 16 octobre 2016. Par ailleurs, plusieurs groupes affiliés au mouvement investissent l'espace public avec leurs actions. Le collectif a aussi développé ses activités de lobbying et s'est saisi de toutes les échéances électorales pour interpeller les candidats et les inviter à se prononcer sur ses revendications. Dans le cadre des élections régionales, huit meetings ont été organisés, intitulés « Questions pour un président de région », durant lesquels des têtes de liste des Républicains, de l'UDI, du MoDem, du FN et de Debout la France ont accepté de répondre aux questions axées sur les compétences des régions concernant la « vie quotidienne des familles »⁸³.

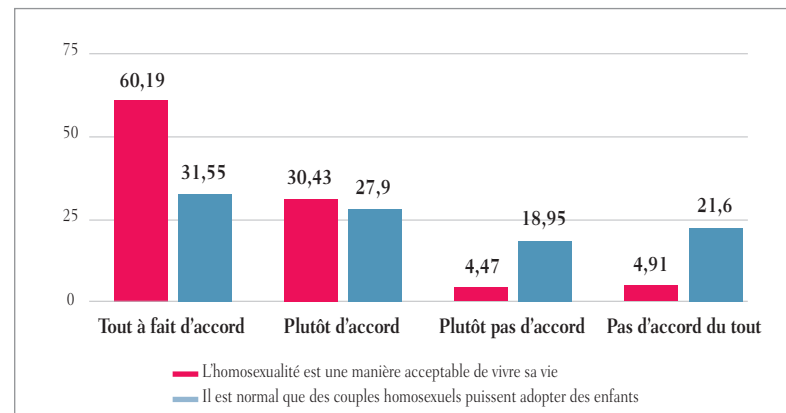
La volonté de ce mouvement est d'inscrire dans le champ politique la défense d'un ordre social fondé sur l'altérité sexuelle. Ses revendications

83. Voir le communiqué de presse « Régionales 2015 : pari gagné pour La Manif pour tous », posté le 3 décembre 2015 sur leur site internet, ainsi que le site Internet dédié à la campagne des régionales : <http://les-regionales.fr/>

formulées au nom de l'intérêt de l'enfant et de la famille se cristallisent sur la question de la filiation. Elles participent d'une dynamique de résistance à certaines transformations de long terme des systèmes de valeurs caractérisant les citoyens des démocraties occidentales⁸⁴. L'essor des valeurs post-matérialistes a transformé la vision des rôles de genre ainsi que des normes sexuelles et familiales⁸⁵, mais le renouveau des mobilisations conservatrices dont témoigne La Manif pour tous atteste de la persistance de fortes résistances.

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à ces résistances au niveau des opinions individuelles. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les données de l'enquête « Régionales 2015 » qui interroge les opinions sur l'adoption par les couples homosexuels. Elles apparaissent comme un indicateur particulièrement intéressant de l'opposition à la reconnaissance de l'homoparentalité dans la société française et de l'écho que peuvent trouver les mobilisations pour l'abrogation de la loi Taubira. En effet, alors que les militants de La Manif pour tous insistent sur l'idée qu'une forme d'union entre personnes de même sexe n'est pas un problème, contrairement à leur accès à l'adoption qui vient modifier la définition de la filiation, on retrouve cette distinction au sein de l'opinion. Plus de 90 % des individus interrogés sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord » avec le fait que l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa vie tandis que près de 60 % sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord » avec le fait que des couples homosexuels puissent adopter des enfants (figure page suivante).

Les opinions sur l'homosexualité et l'adoption par les couples homosexuels



Alors que l'homosexualité est massivement considérée comme acceptable, sa transcription dans le droit familial se heurte à certaines résistances. Néanmoins, depuis la campagne présidentielle de 2012, c'est-à-dire avant les débats sur la loi Taubira et les mobilisations massives s'y opposant, l'écart entre les opinions sur ces deux questions est resté stable et les niveaux d'acceptation semblent même avoir légèrement augmenté lorsqu'on les compare aux résultats d'enquêtes préélectorales menées dans le cadre de l'élection présidentielle de 2012⁸⁶.

Dans un premier temps, nous verrons que des facteurs socio-démographiques, notamment la religion et la pratique religieuse, ainsi que des facteurs politiques, liés au positionnement sur l'échelle gauche/droite et au vote, influent sur les opinions concernant l'adoption par des couples homosexuels. Dans un second temps, nous identifierons les facteurs expliquant les résistances les plus fortes à l'adoption par les couples homosexuels en raisonnant toutes choses égales par ailleurs. Enfin, nous nous demanderons dans quelle mesure ces résistances ont pesé dans les choix électoraux au second tour des régionales.

84. Ronald Inglehart, « The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-industrial Societies », *American Political Science Review*, 65, décembre 1971.

85. Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

86. Léa Morabito et Manon Réguer-Petit, « Genre, familles et sexualités depuis 1981 : les Français s'émancipent ? » in Vincent Tiberj (dir.), *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*, Paris, Champ social Éditions, p. 25-31, 2013.

Les déterminants de la résistance à l'adoption pour tous

Il apparaît que le sexe et l'âge ont un effet significatif et d'intensité proche sur l'opinion concernant l'adoption homoparentale⁸⁷. Les femmes se montrent plus favorables et les écarts d'opinions entre femmes et hommes interviennent surtout sur les positions les plus tranchées. Ainsi, 26 % des hommes sont « tout à fait d'accord » avec l'adoption par les couples de même sexe contre 37 % des femmes. De même, les hommes sont 27 % à ne pas être d'accord « du tout » contre 16 % des femmes.

Concernant l'âge, on observe aussi que les écarts les plus importants concernent les opinions les plus tranchées. Elles opposent la tranche d'âge des plus jeunes à celle des plus âgés. 49 % des 18-24 ans sont tout à fait d'accord avec l'adoption homoparentale contre seulement 19 % des 65 ans et plus. On observe aussi une relation entre âge et moindre acceptation pour les autres tranches d'âge mais avec un écart de seulement 7 points entre les 25-34 ans et les 50-64 ans (38 % de tout à fait d'accord contre 31 %). Parallèlement, les 18-24 ans sont 13 % à n'être pas du tout d'accord avec l'adoption homoparentale contre 34 % des 65 ans et plus. Ces résultats relèvent certainement davantage d'un effet de cohorte et de la socialisation des anciennes générations que d'un effet d'âge qui conduirait à penser que les opinions sur ces questions deviennent plus conservatrices à mesure que les individus vieillissent⁸⁸.

Le niveau d'études et le niveau de revenu ont aussi des liens significatifs avec l'opinion sur l'adoption par des couples homosexuels mais ceux-ci sont d'une intensité beaucoup plus faible⁸⁹. On observe un lien clair entre un niveau d'études plus élevé et une plus grande acceptation de l'adoption homoparentale. Les écarts les plus notables concernent les opinions y étant tout à fait opposées : les individus ayant au moins un niveau bac + 2 sont deux fois moins nombreux à s'y rallier que les individus

87. Les relations sont significatives au seuil de 0,1 %. Le V de Cramer associé à la relation avec le sexe est de 0,17 et celui associé à la relation avec l'âge est de 0,14.

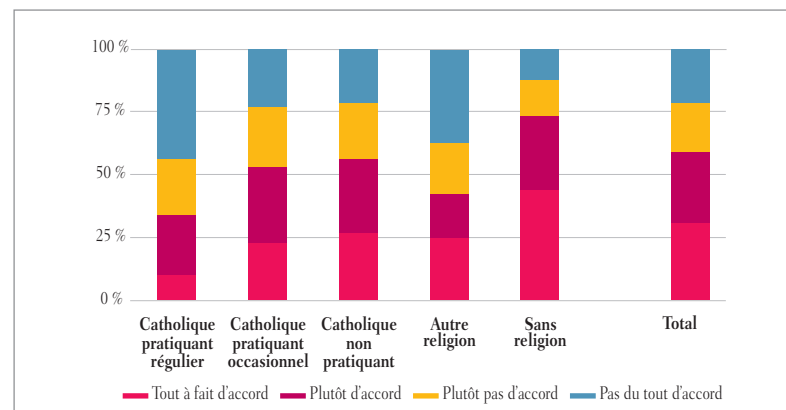
88. Cf. Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

89. La relation avec le niveau d'études est significative au seuil de 0,1 % pour un V de Cramer de 0,1. Celle avec le revenu est significative au seuil de 5 % pour un V de Cramer de 0,07.

ayant au maximum un niveau primaire (15 contre 30 %). Les écarts d'opinions liés aux revenus, plus faibles, permettent moins sûrement d'établir un lien clair entre les deux variables. Néanmoins, l'opposition tranchée à l'adoption homoparentale est surreprésentée chez les individus ayant un revenu mensuel net de moins de 1 200 euros. Ils sont 30 % à n'être pas du tout d'accord contre des parts allant de 18 % à 24 % pour les autres catégories.

La pratique religieuse a un lien significatif et d'une intensité comparable à celle du genre sur l'opinion concernant l'adoption homoparentale⁹⁰. Les seuls facteurs ayant une influence plus intense concernent le positionnement politique des individus et leur vote au second tour de la présidentielle de 2012. Le fait de se réclamer d'une religion mais aussi la pratique assidue de la religion catholique influent très fortement sur l'opposition à l'adoption homoparentale. Ainsi, tandis que les individus sans religion sont 13 % à n'être « pas du tout d'accord », les individus se réclamant d'une autre religion que le catholicisme, quelle que soit l'intensité de la pratique, sont 38 %. Les catholiques très pratiquants sont quant à eux 44 %, soit deux fois plus que l'ensemble de la population, à y être totalement opposés (figure ci-dessous).

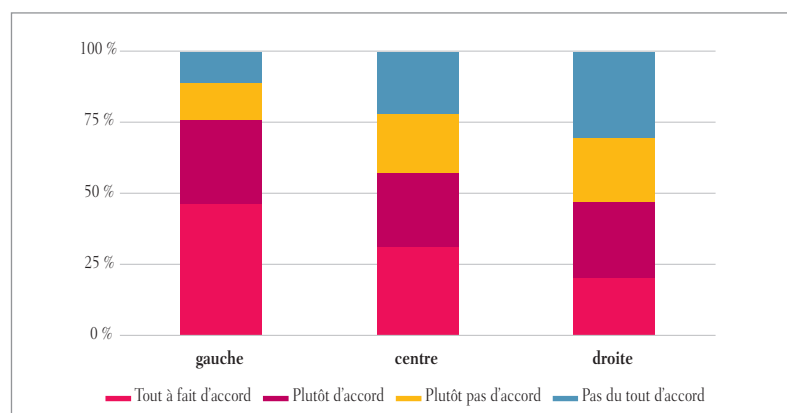
Les opinions sur l'adoption par les couples homosexuels en fonction de la religion



90. Relation significative au seuil de 0,1 % pour un V de Cramer de 0,17.

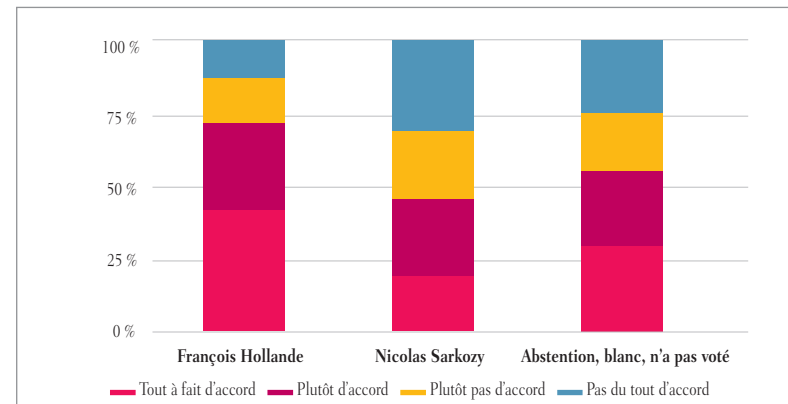
Le positionnement politique des individus est lui aussi lié à leur opinion relative à l'adoption par les couples homosexuels. Il s'agit de la relation statistique la plus intense⁹¹. En effet, 53 % des individus se positionnant à droite se déclarent « tout à fait » ou « plutôt » en désaccord avec l'adoption par des couples homosexuels. En contraste, ils sont moitié moins (24 %) à exprimer à un tel désaccord à gauche de l'échiquier politique (figure ci-dessous).

Les opinions sur l'adoption par les couples homosexuels en fonction du positionnement gauche/droite



Ces différences se traduisent de manière significative dans les choix réalisés lors d'échéances électorales⁹². Alors que 31 % des individus qui déclarent avoir voté en faveur de Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle de 2012 se disent tout à fait en désaccord avec l'adoption par les couples homosexuels, ils ne sont que 13 % parmi ceux lui ayant préféré François Hollande. On observe que l'électorat de Nicolas Sarkozy et celui de François Hollande ont des positionnements très différenciés sur ces questions (figure page suivante).

Les opinions sur l'adoption par les couples homosexuels en fonction du vote au second tour de la présidentielle de 2012



Les différences relatives au vote lors du second tour des élections régionales sont cohérentes avec celles liées au second tour de la présidentielle⁹³. En effet, les individus qui se sont tournés vers les listes de gauche aux régionales sont plus souvent « tout à fait » ou « plutôt » favorables à l'adoption (78 %) que ceux qui disent soutenir les listes de droite (53 %). Étudier les votes déclarés au second tour des régionales montre de surcroît que les électeurs du Front national sont les plus réticents à l'adoption par les couples homosexuels (57 % y sont « tout à fait » ou « très » défavorables) (graphique 5). Les têtes de listes FN aux régionales ont répondu aux invitations de La Manif pour tous à leur série de meetings (à l'exception de Marine Le Pen en Nord-Pas-de-Calais–Picardie). Elles ont ainsi affiché une résistance à certaines évolutions législatives dans le domaine de la famille, de la filiation et des rôles de genre qui semble faire écho à l'opinion de leur électorat.

Avant de nous pencher de plus près sur le lien entre opposition à l'adoption homoparentale et vote aux régionales, nous allons nous intéresser à l'articulation entre les différents déterminants que nous avons mis au jour pour expliquer les résistances les plus farouches à l'adoption pour tous.

91. Relation significative au seuil de 0,1 % pour un V de Cramer de 0,2.

92. Relation significative au seuil de 0,1 % pour un V de Cramer de 0,18.

93. Relation significative au seuil de 0,1 % pour un V de Cramer de 0,15.

Comprendre la forte opposition à l'adoption par des couples homosexuels

Au-delà de ces analyses descriptives, le recours à une analyse de régression logistique (tableau ci-dessous) permet de déterminer les facteurs explicatifs des résistances les plus fortes à l'adoption homoparentale en contrôlant par le sexe, l'âge, le niveau d'études, le niveau de revenu, la religion et le positionnement politique. Nous focalisons l'analyse sur les résistances les plus fortes en nous concentrant sur les déterminants du positionnement « pas du tout d'accord » avec l'adoption par les couples homosexuels.

Une modélisation des opinions pas du tout d'accord avec l'adoption homoparentale

		Odds-ratios	Significativité
Sexe	Femmes	0,394	***
	Hommes	Réf.	Réf.
Âge	18-24	0,733	n.s.
	25-34	0,877	n.s.
	35-49	Réf.	Réf.
	50-64	1,631	**
	65 et +	2,781	***
Niveau d'études	Niveau > bac + 2	0,804	n.s.
	Niveau bac + 2	1,067	n.s.
	Niveau 2 ^{ndaire} long	Réf.	Réf.
	Niveau 2 ^{ndaire} court	1,393	n.s.
	Études primaires ou sans études	1,246	n.s.
Salaire mensuel (en euros)	Moins de 1 200	1,1778	n.s.
	1 200-1 800	0,950	n.s.
	1 800-2 300	Réf.	Réf.
	2 300-3 000	0,656	n.s.
	3 000 -3 800	0,736	n.s.
	+ de 3 800	0,729	n.s.
Religiosité	Catholique pratiquant régulier	3,769	***
	Catholique pratiquant occasionnel	1,346	n.s.
	Catholique non pratiquant	1,168	n.s.
	Autre religion	4,832	***
	Sans religion	Réf.	Réf.
Positionnement politique	Gauche	Réf.	Réf.
	Centre	2,076	***
	Droite	3,194	***
Log likelihood	-	807,113	
Pseudo R2	0,146		

NB : Les seuils de significativité statistique sont $p > 0,05$ (n.s.), $p < 0,05$ (*), $p < 0,01$ (**), et $p < 0,001$ (***). Les modalités de référence sont précédées de la mention Ref.

Le niveau de revenu et le niveau d'études n'ont plus d'effet significatif « toutes choses égales par ailleurs ». Autrement dit, ces marqueurs de position socioéconomique ne jouent plus sur le rejet de l'adoption par les couples homosexuels lorsque les autres facteurs explicatifs sont pris en compte. En revanche, l'analyse confirme les effets du genre, de l'âge, de la religion et du positionnement politique sur les résistances à l'adoption homoparentale. Les femmes ont deux fois et demi moins de chances que les hommes de se prononcer totalement contre l'adoption par les couples homosexuels et les individus ayant entre 50 et 64 ans et ceux ayant plus de 65 ans ont plus de chances (respectivement deux et trois fois plus de chances) de n'être « pas du tout d'accord » avec l'adoption par les couples de même sexe.

Le facteur qui détermine le plus l'opposition à l'adoption homoparentale est, toutes choses égales par ailleurs, la religion. Les catholiques pratiquants réguliers ont quatre fois plus de chances que les individus sans religion de se dire complètement défavorables à l'adoption par les couples homosexuels. Les individus d'une autre religion ont quant à eux cinq fois plus de chances que les sans religion d'exprimer une opposition totale à l'adoption.

Enfin, les individus de droite et du centre ont plus de chances (respectivement trois et deux fois plus de chances) que ceux se positionnant à gauche de se prononcer totalement en défaveur de l'adoption par des couples homosexuels. Cette dimension politique de l'opposition radicale à l'adoption pour tous a-t-elle été déterminante lors des choix de vote au moment des élections régionales ?

Le poids de l'opposition à l'adoption pour tous dans le vote aux régionales

Nous avons mis au jour la dimension politique de l'opposition à l'adoption homoparentale et son lien avec les choix électoraux lors des élections présidentielle et régionales, mais l'opinion sur cet enjeu a-t-elle un effet propre sur le vote aux régionales, et ce indépendamment des caractéristiques sociodémographiques, religieuses et politiques des individus ?

Pour le savoir nous réalisons des analyses de régression logistique multinomiale qui permettent d'analyser les effets toutes choses égales par ailleurs du sexe, de l'âge, des niveaux d'études et de revenu, de la religiosité, du positionnement gauche/droite, mais aussi d'une forte opposition à l'adoption homoparentale sur le choix de vote au second tour des élections régionales. L'analyse menée révèle qu'il existe bien un effet propre du positionnement sur cet enjeu dans le choix réalisé au second tour des élections régionales. En effet, on observe une hausse légère du pouvoir explicatif du modèle à l'ajout de la variable relative à l'opposition stricte à l'adoption homoparentale⁹⁴. Surtout, que ce soit pour le vote pour des listes de droite, pour le FN ou pour l'abstention, le fait d'être strictement opposé à l'adoption homoparentale a toujours un effet très significatif. Les individus qui s'opposent totalement à l'adoption homoparentale ont deux fois plus de chances de voter à droite plutôt qu'à gauche et quatre fois plus de chances de voter à l'extrême droite plutôt qu'à gauche. Ils ont aussi trois fois plus de chances de s'abstenir que de voter à gauche.

L'ajout de la variable relative à l'opinion sur l'adoption homoparentale vient aussi réduire la significativité d'autres déterminants du vote. C'est le cas du genre, qui n'a plus d'effet sur le fait de voter à droite ou de s'abstenir plutôt que de voter à gauche, une fois contrôlé par une opposition stricte à l'adoption. De même, le fait d'être catholique pratiquant régulier plutôt que d'être sans religion n'a plus d'effet significatif sur le fait de voter pour une liste de droite plutôt que de gauche.

L'analyse multinomiale permet ainsi de montrer qu'il y a bien un effet de l'opposition radicale à l'adoption homoparentale sur le choix de vote – pour la droite et l'extrême droite plutôt que pour la gauche – au second tour des élections régionales. Ce résultat s'inscrit dans la continuité des travaux soulignant l'importance croissante des positionnements sur des enjeux dans les choix électoraux⁹⁵.

La question qui se pose alors est celle de savoir si l'impact du positionnement sur cet enjeu dans les choix électoraux va perdurer lors des scrutins futurs. Si les mouvements d'opposition au mariage et à l'adoption des couples de même sexe tels qu'ils ont eu lieu entre 2012 et 2015 s'estompent, on peut s'attendre à ce que l'opposition farouche à l'adoption homoparentale devienne moins déterminante dans les choix électoraux futurs.

Conclusion

Notre étude s'est centrée sur les opinions les plus opposées à l'adoption par les couples homosexuels. Elles font écho aux positions que continue de défendre La Manif pour tous en réclamant l'abrogation de la loi Taubira. Nous avons mis au jour certains de leurs déterminants, notamment sociodémographiques, tels que le sexe et l'âge, mais surtout le poids important de la religion, de la pratique régulière de la religion catholique et des déterminants politiques. Ainsi, le positionnement politique, le vote au second tour de la présidentielle de 2012 et le vote au second tour des régionales sont liés aux opinions concernant l'adoption homoparentale.

Ces trois facteurs témoignent de la stabilité de l'ancrage à droite mais aussi à l'extrême droite du champ politique de ces résistances qui ont été activement mobilisées dans les débats politiques et médiatiques sur la période allant de l'élection présidentielle de 2012 aux élections régionales de 2015. Nous avons d'ailleurs montré que l'opposition radicale à l'adoption homoparentale a été un déterminant des choix électoraux alternatifs aux listes de gauche lors du second tour des élections régionales, quels que soient les caractéristiques sociodémographiques, religieuses et le positionnement gauche/droite des électeurs.

94. Le Pseudo R2 passe de 0,1476 à 0,1561.

95. Vincent Tiberj, « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62(1), p. 71-108, 2012.